

Vanessa DELLA PIANA
Philippe PIERSON
Thierry TILQUIN

Pour en finir avec le vivre-ensemble ?

Extraits


ASBL Cefoc
Rue Saint-Nicolas, 84 – 5000 Namur (Belgique)
<http://www.cefoc.be>

Editrice responsable : Véronique Herman

Couverture : Renaud HOEDT
<http://www.making.be>

Impression : Copyhouse
Rue des Pieds d'Alouette, 28 – 5100 Naninne
Courriel : info@copyhouse.be

© Cefoc – décembre 2018

 Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Remerciements

Merci à celles et ceux qui ont collaboré à la réalisation de cette publication. En particulier, à Joseph Dewez pour ses commentaires constructifs et avisés, ainsi qu'à Véronique Herman pour sa relecture attentive.

Merci aux participant.e.s de groupes du Cefoc pour leurs témoignages et leur confiance.

Introduction

Vivre ensemble.

Deux mots sur toutes les lèvres. Au bout de la plume de tant de journalistes. Sous la loupe de nombreux chercheurs. Sous le feu des projecteurs. Depuis quelques années.

Deux mots au cœur du projet du Cefoc. Depuis toujours.

En effet, dès sa création, le Centre de formation Cardijn (Cefoc)¹ propose de réfléchir, en groupe, au vivre-ensemble à tous les étages : depuis la vie en famille jusqu'à la vie en société, en passant par la vie dans le quartier. Non pas que le Cefoc prétende délivrer des recettes en la matière, loin de là ! Dans sa pratique d'Éducation populaire, il pose davantage la question du « pourquoi » (et du « pour quoi ») que celle du « comment ». En publiant cette étude, il n'est donc pas étonnant que le Cefoc s'interroge en empruntant la porte d'entrée éthique : qu'est-ce que *bien* vivre ensemble ? Quels projets de société sont poursuivis derrière cette notion tant à la mode ?

C'est que l'expression revient sur le devant de la scène ces dernières années, notamment à la suite des attentats islamistes. La question du vivre-ensemble paraît souvent posée de façon étroite : politiquement, elle semble être utilisée à tout-va pour rassembler la population face au problème que constituerait la présence musulmane dans les pays occidentaux. Nul besoin de préciser, dans les discours politiques par exemple, que le vivre-ensemble dont il est question touche à la relation entre musulmans et non-musulmans. C'est devenu comme une évidence, un implicite qui s'impose à l'esprit.

Bien avant que l'expression ne devienne à la mode, dès sa création dans les années nonante, le Cefoc met au travail la question du vivre-ensemble de manière plus large : il s'agit du vivre-ensemble avec des valeurs, des moteurs de vie différents. Du vivre-ensemble avec l'autre dans toute son altérité, pas uniquement à travers le prisme de son origine ou de sa religion. Car en effet, la difficulté de vivre ensemble ne concerne pas seulement les rapports entre autochtones et allochtones, mais aussi entre riches et pauvres, entre hommes et femmes, ou encore entre générations.

Or, dans la conception qui semble dominer aujourd'hui, si le vivre-ensemble pose problème, c'est le plus souvent à cause de la cohabitation de cultures différentes. Les amalgames ont vite fait d'être véhiculés : la culture, c'est la religion ; la religion, c'est l'extrémisme. C'est ainsi au nom du vivre-ensemble que des politiques sécuritaires sont mises en œuvre. Cette expression de la « novlangue » évoque, sans doute de manière plus audible de nos jours, les notions d'intégration ou même d'assimilation. De manière plus convenue, elle pourrait servir des projets d'exclusion. Car en effet, il faudrait adhérer à un « socle de valeurs communes », corollaire du vivre-ensemble, pour faire partie intégrante de la société. Or, *« poser un socle commun comme préalable à toute action commune, c'est imposer un droit de douane à tout qui veut faire société. Quels éléments de mon identité, de mes valeurs, de mes convictions, vais-je devoir abandonner pour être autorisé(e) à faire partie du Nous ? »*².

Mis à toutes les sauces, le vivre-ensemble a désormais ses festivals, ses appels à projets, ses enquêtes, ses sondages, ses chantiers, ses baromètres, ses détracteurs comme ses partisans. Employé à profusion dans les campagnes électorales mais aussi dans les médias, dans le monde associatif, il est devenu un véritable concept fourre-tout. Il s'agirait même de « prôner » le vivre-ensemble. Cela

¹ Le Cefoc est reconnu par la Fédération Wallonie Bruxelles comme centre de formation en Éducation permanente. Il travaille essentiellement avec des personnes issues ou solidaires des milieux populaires, partout en Wallonie et à Bruxelles.

² Carte de blanche d'Ismaël SAIDI et de Michaël PRIVOT, Le Soir, 26/03/2015.

a-t-il un sens ? On vit ensemble, de fait ! Est-ce pertinent de prôner quelque chose qui, de toute façon, s'impose à tout être humain ?

Bref, on le voit : la notion est galvaudée, banalisée et détournée. Au point que Charles Rojzman, psychosociologue, en vient à pointer du doigt l'idéologie du « vivre-ensemblisme » :

« L'expression vivre ensemble est employée à toutes les sauces depuis plusieurs années, comme si c'était une panacée, la solution miracle à tous nos problèmes. Il suffirait de vivre ensemble pour que par miracle tous nos problèmes disparaissent... Allons-y ! Un peu de volonté, de gentillesse, un doigt de communication, une pincée de dialogue, embrassons-nous et tout va rentrer dans l'ordre ! Essayons de nous comprendre, prenons-nous par la main ! [...] Dans l'acception courante, vivre ensemble suppose que les conflits ne doivent pas exister. Nous devons tous nous aimer ou du moins nous respecter avec nos différences. L'idée est belle et louable, mais elle omet un point essentiel : nous ne sommes pas seulement différents, nous sommes aussi en désaccord, nos avis divergent sur la manière de concevoir la vie en société, l'éducation, le civisme, la religion, le bien et le mal... »³.

Le vivre-ensemble, ne serait-ce pas finalement un leurre qui détourne le regard des conflits de fond qui traversent la société ? Que reste-t-il de la légitimité éthique du vivre-ensemble quand on laisse s'enfoncer un peuple dans la misère pour assurer la rente du capital ?⁴ Voilà qui ramène la question des dominations et des conflits sur le devant de la scène. Il s'agit certes de vivre ensemble avec des convictions, des origines diverses mais aussi dans des réalités socioéconomiques radicalement différentes. Travailler au vivre-ensemble dans une société profondément inégalitaire, sans remettre en cause les dominations à l'œuvre, quel sens cela peut-il avoir ?

Voilà pourquoi l'enjeu de cette étude est de déconstruire, pour mieux la reconstruire, la notion de vivre-ensemble. Il s'agit de décoder les discours ambiants et de déjouer les pièges qui guettent quand on l'évoque. On en vient aujourd'hui à considérer que le vivre-ensemble, cette réalité de base, tellement prosaïque et tout à la fois fondamentalement inhérente à la condition humaine, pose problème. Si c'est si compliqué, finalement, pourquoi vivre ensemble ? Le premier chapitre déplace la question, en déplaçant le regard...

Ne s'agirait-il pas plutôt de se demander pour quoi, en vue de quoi vivre ensemble ? C'est alors la dimension éthique qui est convoquée. Elle est approfondie dans le deuxième chapitre, qui avance l'idée que le vécu de l'hospitalité et de la fraternité est susceptible d'aider à relever le défi d'un autre vivre-ensemble.

Enfin, le dernier chapitre avance quelques propositions pour y œuvrer, concrètement. Ces propositions sont de deux ordres distincts mais reliés : politique et socio-pédagogique. Les auteurs plaident pour une approche qui réhabilite la dimension conflictuelle et prennent appui sur des expériences concrètes d'Éducation populaire.

³ C. ROJZMAN, *Violences dans la république. L'urgence d'une réconciliation*, Paris, La découverte, 2015, pp.116-117.

⁴ I. SAIDI et M. PRIVOT, *op. cit.*

Chapitre 1: Pourquoi vivre ensemble ?

1. Une expression mise à toutes les sauces

« Ensemble... même si on est différent » : qui ne se souvient pas de ce refrain bien connu du chanteur belge Pierre Rapsat repris par CAP48, une opération de solidarité de la télévision publique belge, pour ses campagnes de sensibilisation et d'appel de fonds au profit des personnes en situation de handicap. Divers spots d'une autre chaîne télévisée belge ont utilisé ce thème dans les années 2000 : « Vivre ensemble RTL »⁵.

Du slogan publicitaire aux titres dans les médias, la référence au vivre-ensemble est omniprésente. Si on prend la peine de feuilleter la presse quotidienne belge, on trouve régulièrement des titres qui s'y réfèrent : « La méthode Somers : sécurité et vivre-ensemble »⁶ (Le Soir, 14 février 2017) ; « Des Molenbeekois prônent le vivre-ensemble pour commémorer les attentats » (La Libre, 22 mars 2018) ; « Le vrai vivre-ensemble »⁷ (L'Avenir, 9 mai 2018). Sans compter les commentaires lors du dernier mondial de football. Par exemple, le groupe Sudpresse annonce que l'équipe belge est parvenue à « transmettre nos valeurs fondamentales dans le monde entier : le partage, la solidarité, la générosité, le goût de l'effort, l'humilité, l'autodérision, l'humour et le vivre-ensemble, par-delà les origines et les croyances » (Belga, 11 juillet 2018). En cherchant un peu sur la toile, on trouve même trace d'une conférence internationale sur le thème « Mathématiques et vivre-ensemble » (AISA ONG, 15-19 juillet 2018) !

Quant au discours politique, il n'est pas en reste, bien au contraire.

[...]

2. Un slogan irréaliste et dangereux

Qu'est-ce qui fait courir tout le monde derrière cette expression ? Pourquoi fait-elle tant écho dans l'imaginaire des un.e.s et des autres ? Elle est tellement utilisée qu'elle en devient suspecte, au risque de ne plus signifier grand-chose et donc de devenir une notion creuse.

[...]

3. Vivre ensemble... Et après ?

« Si je diffère de toi, loin de te léser, je t'augmente » (Saint Exupéry)

Une participante d'un groupe Cefoc a tenu un jour ces propos : « Vivre ensemble ? On ne peut rien y faire, on n'a pas le choix ! La vraie question, c'est comment mieux vivre ensemble ! » En effet, on vit ensemble, de fait : c'est une donnée de base. Bien qu'on puisse vivre ensemble de diverses manières (y compris en étant les uns à côté des autres, dans un quartier ou ailleurs, sans tisser de liens ni se rencontrer véritablement), vivre ensemble est d'abord un état de fait, avant d'être une aspiration fondamentale de l'humain. Les lignes qui suivent démontrent d'ailleurs combien l'humain est, fondamentalement et inévitablement, un être social, pétri de relations.

4. Des réalités différentes d'un coin du monde à l'autre

Selon le coin du monde où l'on se trouve, la manière de faire société prend des colorations différentes. En effet, à l'échelle de la planète coexistent des cultures diverses, habitées par des populations aux traditions et identités propres, qui reposent sur d'autres choix en termes d'éthique, de conception de l'humain, de la vie, de la société, du sens.

⁵ www.ina.fr/video/PUB2441912164.

⁶ Quand Bart Somers, bourgmestre de Malines, a été désigné « meilleur bourgmestre au monde de l'année 2016 ».

⁷ Pour présenter le film de Thierry Michel, *Enfants du hasard*, donnant la parole à des enfants essentiellement issus de l'immigration et élèves de la petite école primaire de Cheratte.

[...]

Bien évidemment, reconnaître que les différences existent, sans chercher à les supprimer, ouvre la voie à la conflictualité et amène la question éthique : dans une société qui s'assumerait diverse, en vue de quoi chercher à « faire société commune » ? Pour quoi vivre ensemble ?

Le chapitre suivant aborde cette dimension.

Chapitre 2 : Pour quoi vivre ensemble ?

La question n'est ni déplacée ni absurde. Elle se pose même de manière cruciale à l'heure où des « prophètes de malheur » annoncent l'effondrement du monde. Les publications relatives à cette possibilité sont nombreuses⁸. Pour Pablo Servigne, chercheur engagé dans le mouvement de la transition écologique, la civilisation industrielle va droit dans le mur et « *il est trop tard pour éviter l'impact* »⁹. La crise écologique, le réchauffement climatique, les coûts de l'énergie, la crise migratoire entraînent des bouleversements et des secousses qui ébranlent les soubassements d'un mode de vie qui n'a plus d'avenir sinon de conduire l'humanité à la catastrophe.

Mais peut-être que tout n'est pas perdu. Et que ce qui s'annonce comme la destruction pourrait être le lieu d'une reconstruction : une émergence d'humanité au cœur même d'une violence destructrice de l'humain et de la nature. « *Dans une catastrophe, les humains ne se transforment pas en monstres, ils ont tendance au contraire à s'entraider* »¹⁰ expliquent Pablo Servigne et Gauthier Chapelle. Le film *Demain*¹¹ dont le succès est indéniable montre que des alternatives émergent. Mais cet autre monde n'est possible que si les changements sont radicaux. C'est devant ce défi colossal mais essentiel que se trouve la (re)construction collective d'un bien vivre-ensemble.

Ce chapitre défend l'idée que pareille (re)construction gagne à s'enraciner et à se concrétiser non seulement dans une quête éthique – et donc dans des réalisations politiques et juridiques – mais aussi dans le vécu de l'hospitalité et de la fraternité, deux « valeurs » qui reviennent au-devant de la scène et qui sont susceptibles d'aider à relever le défi d'un autre vivre-ensemble.

1. Une question existentielle

Les pages précédentes ont mis en évidence le fait que la question du vivre-ensemble, même si elle est servie à toutes les sauces aujourd'hui, demeure une question fondamentale et incontournable. Elle doit sans doute être déplacée pour pouvoir redevenir pertinente. Une participante d'un groupe Cefoc l'affirme simplement : « *Vivre ensemble ? On ne peut rien y faire, on n'a pas le choix ! La vraie question, c'est comment mieux vivre ensemble !* » Le vivre-ensemble ne s'impose pas, ne se décréte pas. Pour une part, il est déjà là mais il est menacé ; pour l'autre, il est à construire mais il est fragile.

⁸ Les titres de ces publications sont éloquentes : *Effondrement : comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie* ; *Les cinq stades de l'effondrement* ; *L'effondrement des sociétés complexes* ; *L'effondrement de la société occidentale : un texte venu du futur* ; *Survivre à l'effondrement économique : édition de combat*. À cela s'ajoute aussi une bande dessinée : *200 000 ans pour en arriver là. L'effondrement à la portée de tous*.

⁹ P. SERVIGNE & R. STEVENS, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Paris, Éditions du Seuil, Collection Anthropocène, 2015.

¹⁰ P. SERVIGNE & G. CHAPELLE, *L'entraide, l'autre loi de la jungle*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2017. Voir aussi P. SERVIGNE, R. STEVENS & G. CHAPELLE, *Une autre fin du monde est possible*, Paris, Seuil, Collection anthropocène, 2018.

¹¹ Film français (2015), réalisé par Cyril DION et Mélanie LAURENT.

Cette « obligation de vivre-ensemble » s'est imposée depuis que l'humanité existe. Obligation venue non de la part d'une autorité extérieure mais surgie de l'intérieur même de l'humain comme un instinct de survie. L'interdépendance et la coopération entre les êtres humains sont en effet une condition de survie de l'espèce. Des biologistes montrent qu'il en est de même dans le monde animal et le monde végétal. Ce n'est donc pas une question de volonté *a priori*.

Mais au cours de l'évolution, les humains ont donné sens à la vie au-delà de l'objectif de survie de l'espèce. Ils ont progressivement fait société et culture. Au départ, c'est une forme de religion archaïque qui organisait et légitimait le vivre-ensemble en symbiose avec la nature. Puis vinrent la genèse de l'État avec ses institutions, la genèse des cultures et des religions dès le cinquième millénaire avant notre ère. Les humains se sont organisés en autonomie par rapport à la nature et au divin. Dans l'espace et dans le temps, le vivre-ensemble s'est concrétisé dans des formes institutionnelles différentes tant au niveau politique que juridique et éthique. En Occident, cette évolution aboutit à la création de l'État de droit et à l'instauration de systèmes démocratiques.

Cependant, le vivre-ensemble ne se réduit pas aux niveaux institutionnel et politique. Les relations de couple, les relations parentales, les relations d'amitié et de solidarité échappent pour une large part à ces deux niveaux. Bien plus, elles peuvent bousculer l'ordre établi et enfreindre la loi : ainsi, par exemple, l'hospitalité donnée dans sa propre maison à des migrants en situation irrégulière au risque de poursuites judiciaires. Le vivre-ensemble en effet touche à une dimension existentielle de l'humain, celle de la dignité (la sienne, celle d'autrui et de tout humain). C'est parfois même une question de vie ou de mort.

Le vivre-ensemble ne se satisfait pas de règles, de normes et de lois pour une coexistence entre humains qui soit pacifique ou du moins qui engendre le moins de violence possible. La visée est celle d'un bien vivre-ensemble, la visée d'une « *vie bonne, avec et pour autrui, dans des institutions justes* » (Paul Ricœur). La question éthique se pose : que faire pour bien faire ? Elle ne se pose pas seulement au sein d'un groupe déterminé (comment mieux vivre ensemble entre nous, entre soi ?). Elle se pose pour l'ensemble de l'humanité (comment bien vivre ensemble avec et entre tous les humains ?) : le bien et la justice pour tous !

Que faire pour bien faire quand on est au cœur de conflits qui risquent de saper la dynamique positive instaurée dans un quartier à partir de ses habitants et des associations qui y sont actives ? Que faire pour bien faire quand des migrants s'installent dans un parc arboré en plein centre-ville parce qu'ils n'ont pas d'autres lieux où se réfugier ? Que faire pour bien faire quand on constate que notre mode de vie et de développement menace notre propre vie, les équilibres naturels et la survie de l'humanité ?

2. Une mise en question radicale

On peut aborder les problèmes du vivre-ensemble sans approfondir les questions existentielles et éthiques qui s'y posent. On peut rester en surface, naviguer à courte vue, se voiler la face ou prendre des mesures cosmétiques qui tôt ou tard seront balayées par les événements. Les politiques actuelles d'accueil des migrants relèvent majoritairement de cette option.

Trois niveaux de questionnement se dessinent et vont en s'approfondissant.

Le premier porte sur les moyens pour améliorer le bien vivre-ensemble à l'intérieur du système dans lequel nous vivons. C'est l'objectif de ceux qui considèrent qu'il n'y a pas d'alternative à la société capitaliste néolibérale qui s'impose aujourd'hui. Poser ainsi la question n'interroge ni le système ni notre appartenance à ce système. On ne se préoccupe pas de ceux qui sont hors système, qui n'y ont

pas accès ou qui en sont rejetés. Sont-ils condamnés à n'être que des infrahumains ? Se préoccupe-t-on des conséquences engendrées par le mode de vie et de développement dominant sur les écosystèmes et sur les autres cultures ?

Le deuxième niveau interroge le système lui-même. Il s'agit alors de le remettre en question ou de l'améliorer pour favoriser un meilleur vivre-ensemble, quitte à y intégrer de plus larges franges de l'humanité qui jusque-là en étaient exclues. Certes, cela induit des changements plus importants mais les mêmes présupposés demeurent : il n'y a pas d'alternative, notre mode de vie et d'existence est le seul qui puisse conduire à une humanité réussie et pacifiée.

Et si le questionnement était porté plus en profondeur, en se démarquant le plus possible de ces présupposés et en considérant que, tous et chacun, nous sommes des humains, confrontés à notre condition humaine et à la nécessité de l'assumer. À ce troisième niveau, on s'interroge radicalement, à la racine : qu'est-ce qui peut nous donner de vivre ensemble notre humanité ? Qu'est-ce qui nous donne de tenir debout comme humains ? Le « nous » recouvre ici toute l'humanité, y compris même les générations à venir.

[...]

3. Tolérance ou hospitalité ?

Ces deux « valeurs » sont régulièrement invoquées pour mobiliser les citoyens dans la perspective d'un mieux vivre-ensemble. Si on était tolérant, si on pratiquait l'hospitalité, on pourrait vivre dans un monde où il y aurait plus d'harmonie et de paix. Cependant, ces deux concepts revêtent des significations différentes, marquées, entre autres, par leurs enracinements historique et culturel.

[...]

4. La fraternité réhabilitée

Une autre « valeur » enfouie dans l'histoire revient à la surface comme référence pour un bien vivre-ensemble : la fraternité. Avec la liberté et l'égalité, elle est l'un des idéaux de la Révolution française. Après la quête de la liberté et la revendication de l'égalité, assiste-t-on à l'inauguration d'une ère de fraternité ? Régis Debray considère qu'elle fait pâle figure : « *Une évasive fraternité continue d'orner nos frontons, sceaux, frontispices et en-têtes administratifs, mais le mot ne se prononce plus guère chez nos officiels, par peur du ringard ou du pompier.* »¹².

[...]

Pour le philosophe, « *Il nous incombe de réapprendre à lutter pour et pas seulement à lutter contre. Nous ne savons plus le faire, nous avons des politiques de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, contre les discriminations, contre les inégalités, etc. [...] Pourquoi se focaliser sur ce qu'il ne faut pas faire au lieu de promouvoir directement la fraternité ? On ne pourra jamais empêcher durablement les hommes de se battre, de se haïr, de s'ignorer, ou de recommencer à le faire dès que ça va mal, si on ne leur a pas appris d'abord à se rapprocher, à se soucier les uns des autres, à s'estimer mutuellement.* » Le vivre-ensemble fraternel se construirait d'ailleurs par « en-bas ». Abdennour Bidar propose ainsi de « *retrouver l'esprit des mouvements d'Éducation populaire* » qui ouvrent à des espaces sociaux où l'on peut vivre la convivialité, dialoguer librement, se solidariser, s'engager avec d'autres et cultiver des convictions politiques.

[...]

¹² R. DEBRAY, *Le moment fraternité*, Paris, Gallimard, 2009.

Chapitre 3: Pour cheminer vers un « mieux vivre-ensemble »

Pour avancer dans le sens de la perspective éthique qui s'est dessinée au chapitre précédent, les lignes qui suivent avancent quelques propositions, de deux ordres distincts mais reliés : politique et socio-pédagogique.

1. Réhabiliter la dimension conflictuelle du vivre-ensemble

1.1. Le conflit pour éviter la violence

Nous faisons tous l'expérience du conflit au quotidien. En nous-mêmes, avec des proches, au sein des quartiers, dans des lieux de travail et d'engagement, avec des institutions... Toutes les unités de la vie sociale sont concernées par le conflit, des plus petites (couple, famille) aux plus grandes (partis politiques, syndicats, nations...). La notion est largement utilisée et mérite donc quelques précisions.

[...]

1.2. Un contexte de société qui refoule le conflit

Et pourtant, on peut observer que la société contemporaine aspire plutôt à la consensualité. Pour de nombreux philosophes et sociologues contemporains, le conflit est aujourd'hui refoulé. On lui préfère les faux consensus, portant en eux les germes de l'affrontement et de la violence.

Par ailleurs, l'injonction à la responsabilisation individuelle et à l'autonomie tend désormais à affaiblir les groupes. Ce qui était auparavant surmonté collectivement est de plus en plus nommé comme une défaillance personnelle¹³ : *« Ce qui était un destin statistiquement commun à des millions de personnes s'est transformé en une faute, une responsabilité et une névrose individuelles. Tout cela signifie que les crises sociétales apparaissent comme des crises individuelles et sont de moins en moins considérées dans leur dimension sociale et prises en charge politiquement »*¹⁴.

Redonner place au conflit, c'est donc se donner l'occasion de faire la lumière sur les conflits qui ne se disent pas ou plus et qui, au lieu de s'exprimer dans l'espace public, se vivent de plus en plus à l'intérieur des individus eux-mêmes. C'est une manière de travailler sur la complexité du monde et sur la construction de la vie sociale, pour éviter que la société soit vouée à n'être plus qu'une mosaïque d'univers juxtaposés.

Voici une proposition qui tranche avec la manière communément admise de percevoir le conflit. Le sens commun le conçoit généralement en termes négatifs (agression, souffrance, écrasement...). Au nom de la course au bonheur, à la réalisation de soi, à l'efficacité, il est de bon ton de refouler les conflits. En effet, dans une société utilitariste, productiviste, le conflit fait perdre du temps. Il

¹³ Les exemples sont légion. Notamment, le discours ambiant invite de plus en plus les individus à se montrer « responsables » de leur santé (en faisant du sport, en mangeant sainement, en ne fumant pas...). Des campagnes invitent à s'assurer personnellement contre les risques de maladie. D'un côté, des études démontrent l'influence prépondérante des conditions de vie (subies, le plus souvent) sur la santé, mais de l'autre, les politiques de remboursement des soins misent sur une prévention individuelle ainsi que sur une privatisation croissante de la prise en charge des traitements. Voir notamment M. COMPÈRE, *Soins de santé : qui paie la f(r)acture?*, Namur, Cefoc, analyse 3, 2012.

¹⁴ L. BLESIN et A. LOUTE, *Nouvelles vulnérabilités, nouvelles formes d'engagement : critique sociale et intelligence collective*, Europhilosophie/BPSP, janvier 2010, p.26.

faudrait être univoque, constant, soumis à l'ordre établi pour être performant. Par exemple, pourquoi faire grève ou manifester contre les politiques d'austérité ? Alors que l'urgence pour le pays serait plutôt de faire la preuve de sa compétitivité !

Bref, aujourd'hui, le conflit n'est pas bien vu. Il dérange. Il est perte de temps. Il faut donc à tout prix le « régler ». Il n'est d'ailleurs généralement pensé qu'en termes de dépassement : au mieux, comme une étape passagère vers un changement ; au pire, comme un fléau à bannir de la vie sociale.

[...]

1.4. Revitaliser la démocratie

La réflexion sur la place du conflit dans la société va ainsi de pair avec une remise en question de ce qu'est la démocratie et de la conception de la citoyenneté qu'elle véhicule. La démocratie serait ce système, le moins mauvais, qui permet de contenir les conflits dans des limites raisonnables. Mais est-elle un vecteur d'émancipation ? Benasayag et Del Rey en doutent. D'une part, les conflits, multiples et constants en réalité, sont canalisés par la seule voie de la représentation politique. Pourquoi encore contester les politiques à l'œuvre, puisque ce sont des élus, qui ont mandat, qui les mettent en œuvre ? D'autre part, la démocratie développerait, au contraire de l'émancipation, un « *formatage* » de l'être humain. Car si le pouvoir politique est passé aux mains du peuple, celui-ci serait devenu « *un* » au prix de l'abandon de sa multiplicité. Au prix de la fabrication d'un homme abstrait : le citoyen.

[...]

1.5. Un commun à construire ensemble

Ceci étant, en redonnant place au conflit, ne s'agit-il pas, finalement, de reconstruire « le politique » en marge de « la politique » ? Car « [...] *il y a toujours construction du commun dans, pour et par les situations que le conflit fait émerger* »¹⁵.

Voilà sans doute une voie possible pour dépasser une forme de « *transcendance* » du politique qui règne aujourd'hui. En effet, à la suite de Benasayag et Del Rey, on peut penser que la démocratie représentative a peu à peu pris la place des anciennes religions. Elle revêt « *une dimension messianique* » : c'est comme si elle était la seule voie possible vers un monde meilleur, pacifié et juste. D'ailleurs, ceux qui ne passeraient pas par la voie représentative pour se faire entendre, sortes d'hérétiques, sont souvent considérés de dangereux opposants à la démocratie.

[...]

Dans la même ligne, Pierre Dardot et Christian Laval¹⁶ montrent que le principe du « commun » s'impose aujourd'hui dans le champ des alternatives politiques pour le 21^e siècle. Le principe du commun s'expérimente déjà concrètement, par exemple avec des mouvements d'occupation de places, dans certains projets de squats, dans des expériences d'autogestion en Grèce, avec les nouveaux municipalismes en Espagne, etc. Ce qui prime n'est alors pas l'appartenance à une

¹⁵ *Ibid.*, p.161.

¹⁶ P. DARDOT et C. LAVAL, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014.

communauté donnée d'avance, mais la participation à une activité qui s'organise collectivement et démocratiquement. C'est un commun ouvert, pluriel, qui invente de nouvelles manières de mener les luttes.

[...]

2. Faire œuvre d'Éducation populaire

On l'aura compris : les défis qui ont trait à l'organisation de la société ne sont pas des moindres. Si des propositions d'ordre politique ont pu être avancées, plus concrètement, comment faire pour aller dans le sens d'un mieux vivre-ensemble ?

Avec le sociologue Christian Maurel, on peut penser qu'il est indispensable de faire œuvre d'Éducation populaire, de « *s'évertuer à réveiller les contradictions* » en redonnant « *un statut pédagogique et politique au conflit* »¹⁷. Car le vivre-ensemble n'est pas seulement un projet d'ordre politique : il s'articule également à un projet éducatif. Toute une série d'attitudes et de comportements y concourent. Comment former des citoyens capables de prendre part à des discussions publiques et de participer à des délibérations démocratiques, d'assumer cette part de conflictualité en eux et au sein de la société ? Voilà une question qui convoque la dimension socio-pédagogique du vivre-ensemble.

Dans la suite de la réflexion, un certain nombre de pistes sont avancées. Loin d'être des recettes, ces propositions pourraient simplement suggérer des pistes méthodologiques à toute personne désireuse de mener des projets collectifs dans le sens de plus de démocratie, de justice, de solidarité. Elles reposent sur diverses expériences d'Éducation populaire que mène le Cefoc depuis de nombreuses années, y compris en partenariat avec d'autres associations, avec des personnes issues ou solidaires des milieux populaires.

Ces propositions sont étayées par des témoignages de participants à des groupes d'Éducation populaire. La suite du texte sera d'ailleurs émaillée de paroles de participants.

2.1. Provoquer la rencontre de l'altérité

Le Cefoc, et bien d'autres acteurs d'Éducation populaire, ont à cœur de créer des espaces où peuvent se rencontrer et réfléchir ensemble des femmes et des hommes issus de divers horizons, aux origines culturelles variées, provenant de milieux socio-économiques différents, chômeurs, travailleurs de divers horizons ou encore pensionnés, adultes de tous âges. La mixité permet le croisement d'expériences variées, la rencontre de l'autre qui, tour à tour, est « autre » sous différents aspects. Chaque expérience ouvre sur le monde. C'est à chaque fois un univers qui se déplie : une autre génération, une autre culture, un autre univers de travail... se donnent à connaître au fur et à mesure des récits de vie qu'amènent les uns et les autres.

[...]

2.2. Accueillir les préjugés pour mieux les dépasser

Ce qui peut sembler anodin (rencontrer l'autre) est pourtant décisif à l'époque actuelle. On l'a vu : s'il y a un défi majeur, c'est bien celui de recréer du lien social entre groupes sociaux, entre milieux

¹⁷ C. MAUREL, *Un immense besoin d'éducation populaire*, Le Monde, 2/2/2011.

qui vivent séparés. Et qui pensent malgré tout se connaître... Car si les individus ont toujours été tentés de se rassembler par groupes sociaux, culturels ou encore religieux, comme l'indique Rojzman¹⁸, la nouveauté se trouve plutôt dans la manière de se représenter l'altérité : parce qu'ils voient des reportages ou des *talk shows* à la TV, les individus croient connaître les autres, savoir ce qu'ils vivent et pensent. Personne ne paraît désormais complètement étranger à l'autre qui lit, entend, voit les médias : les parents de classes moyennes croient connaître ce que vivent les jeunes des banlieues, l'assistant social croit savoir ce que vit un policier, les ministres croient connaître les besoins de la population, les athées croient connaître les musulmans, etc. Cette illusion de connaître l'autre est à la base de fantasmes, de préjugés et de malentendus entre milieux sociaux, générations, catégories professionnelles, cultures, etc.

[...]

2.3. Susciter la conflictualité intérieure et collective

Pour travailler à ce tissage de liens, la pratique dialogique est au cœur de la méthodologie du Cefoc, avec une double dimension : intérieure (impliquant une réflexion personnelle) et collective (visant à permettre la construction et l'expression de différents points de vue). En effet, « *c'est dans l'échange avec ces autres qui, comme nous, jugent, évaluent, raisonnent et choisissent que l'on peut espérer aller au-delà des discordes et des incompréhensions* »¹⁹.

Mais il faut être méfiant par rapport à la notion de dialogue : en effet, mettre l'accent sur le dialogue (comme sur la tolérance) peut parfois masquer un refus de voir les différences et les conflits qui opposent les individus ou même les peuples. Le dialogue est ainsi bien souvent considéré comme une panacée pour « canaliser », « régler » des conflits. Or, il ne fera jamais renoncer au conflit : on l'a vu, des idées contraires, des moteurs personnels et collectifs se bousculeront toujours.

[...]

2.4. Cultiver la pensée complexe

Une vision binaire (bon/mauvais, pour/contre...) peut alimenter les populismes en tous genres. Elle porte à rechercher des solutions simplistes face à des problèmes pourtant complexes. Complexifier sa pensée permet, au contraire, de contrer une vision manichéenne de soi, des autres, de la société. Comme l'affirme le sociologue et philosophe Edgar Morin, il est important de travailler à une pensée qui accepte la complexité, donc notamment le conflit, la contradiction. Cultiver la pensée complexe, c'est accepter de s'ouvrir à ce qu'on a du mal à concevoir de prime abord. C'est développer une pensée qui distingue mais aussi qui relie (différentes facettes d'une situation, différents types de connaissances, différentes logiques...). « *Quand je parle de complexité, je me réfère au sens latin du mot complexus, ce qui est tissé ensemble. Les constituants sont différents, mais il faut voir, comme dans une tapisserie, la figure d'ensemble* »²⁰. Ce type de pensée s'oppose donc à la simplification, aux réductions de toutes sortes.

[...]

¹⁸ C. ROJZMAN, *op. cit.*

¹⁹ L. BEGIN, *Éthique et culture religieuse. Une asymétrie complémentaire*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, p.105.

²⁰ E. MORIN, *La stratégie de reliance pour l'intelligence de la complexité*, Revue Internationale de Systémique, vol. 9, n°2, 1995.

2.5. Favoriser le pouvoir d'agir

De manière générale, l'ensemble des éléments avancés plus haut participent d'une démarche qui cherche à renforcer le pouvoir d'agir, ou *empowerment*, des personnes et des groupes.

Le concept d'*empowerment* a connu une nette évolution depuis son émergence dans les années septante. Bien que de multiples définitions en soient proposées et que la notion soit controversée, on peut retenir l'approche du chercheur Ninacs²¹ comme particulièrement intéressante : elle vise à soutenir les efforts des personnes mais aussi des communautés et des organisations pour développer ou retrouver une capacité d'agir. Ninacs envisage ainsi l'*empowerment* de manière multidimensionnelle, ce qui n'est pas le cas pour bien d'autres approches davantage axées sur le seul *empowerment* individuel (dans le cadre des études managériales, par exemple).

Concrètement, ce terme anglais est utilisé pour désigner une capacité d'action ainsi que le processus pour l'atteindre (c'est-à-dire la succession d'étapes par lesquelles un individu ou une collectivité s'approprie le pouvoir ainsi que la capacité de l'exercer de façon autonome). Le concept d'*empowerment* est fondé sur l'idée que les individus et les collectivités ont le droit de participer aux décisions qui les concernent. Une approche axée sur l'*empowerment* cherche à soutenir les individus et les groupes dans leurs démarches, nécessairement libres et volontaires, pour développer un pouvoir d'agir sur eux-mêmes et sur leurs conditions d'existence.

En ce sens, Ninacs estime qu'il existe au moins trois types d'*empowerment* : individuel, communautaire et organisationnel.

[...]

²¹ W. A. NINACS, *L'Empowerment et l'intervention Sociale. Document d'accompagnement des journées d'animation 2003 du CDEACF*, Québec, 2003. Voir également *Empowerment et intervention. Développement de la capacité d'agir et de la solidarité*, Laval, PUL, 2008.

Pour ne pas en finir avec le vivre-ensemble

« *Les Hommes, contrairement aux autres animaux sociaux, ne se contentent pas de vivre en société, ils produisent de la société pour vivre.* » (M. Godelier²²)

En publiant cet ouvrage, au titre un brin provocateur, on aura compris la volonté du Cefoc d'ouvrir un débat. Le vivre-ensemble, auquel il est fait référence à tout bout de champ aujourd'hui, serait-il un slogan passe-partout ou aurait-on affaire à une véritable question de sens ?

Comme on l'a vu dans le premier chapitre, l'expression « vivre-ensemble » est aujourd'hui utilisée de façon abusive, non seulement dans les médias mais aussi chez monsieur et madame tout le monde. En l'utilisant à toutes les sauces, on la met au service de tout et de n'importe quoi, au risque qu'elle ne signifie plus grand-chose. Au risque également de passer à côté du véritable défi qu'elle représente. Or, dans une société atomisée, qui se perd dans le « chacun pour soi », le jeu en vaut la chandelle. Plus que jamais. Il est temps de rendre au vivre-ensemble sa pleine mesure et sa dimension politique. Cela signifie qu'il s'agit de reconstruire un consensus fondamental pour que les femmes et les hommes reprennent vie dans la cité, socialement et politiquement.

Un défi de société de taille

Dans une société qui sacralise l'économie de marché à la sauce néolibérale, relever ce défi peut paraître impossible. On a beau dénoncer les exclusions, les injustices, les inégalités, les dérives environnementales etc., le sentiment d'impuissance face au rouleau compresseur capitaliste reste écrasant. Pour exister dans la société occidentale d'aujourd'hui, il faut être « *compétitif, consommateur et connecté* » : « *la société a besoin d'individus créatifs, compétitifs, connectés sur le web, flexibles, plein d'initiatives, débrouillards, autonomes, qui soient consommateurs solvables prêts à suivre les modes technologiques (à renouveler leur gadgets techniques chaque fois qu'ils deviennent obsolètes) [...] et ce sont bien ces individus-là, en tous points conformes aux exigences pratiques de la 'nouvelle société' que nos familles, nos écoles, nos mass média, nos entreprises et nos institutions s'efforcent de 'fabriquer' en grande série !* »²³. Bref, il faut être *fit and well* (frais et dispo) pour toujours rester dans la course. Pour quoi faire ? Pour être prêt à rebondir sur le marché de l'emploi, à accéder le plus vite possible à un maximum de biens et de services, à communiquer à chaque instant partout dans le monde.

Dans ce contexte, celles et ceux qui « ne jouent pas avec » constituent une menace, qu'ils viennent d'ici ou d'ailleurs. S'ils ne sont pas dans le train en marche, ils doivent tout faire pour y grimper. Ou alors aller voir ailleurs... En Belgique, de récentes mesures en termes de politiques d'emploi et de la santé illustrent parfaitement ce propos. D'une part, le renforcement de la menace de la dégressivité des allocations de chômage pour « *inciter les demandeurs d'emploi à chercher plus activement un job* »²⁴. D'autre part, un « *trajet de réintégration* » pour remettre au travail les personnes malades, avec les effets pervers que ça entraîne : « *Certains médecins conseils, mis sous pression, se sentent obligés de remettre au travail des gens qui sont en chimiothérapie. [...] Cette politique dure ne donne pas de bons résultats. Tout ce qu'elle fait, c'est créer de la main-d'œuvre bon marché pour le marché du travail.* »²⁵. Avec ces politiques, des personnes se retrouvent exclues

²² M. GODELIER, *L'idéal et le matériel*, Paris, Flammarion, 2010.

²³ G. BAJOIT, *Éduquer à l'action collective*, pp.2-3. Article écrit en mars 2012 suite au colloque « *Les champs de l'éducation : graines de changement social* » (février 2012) et consultable sur le site du Réseau d'Information et Diffusion en éducation à l'environnement (Réseau IDée) : <http://www.reseauidee.com/colloque-changement-social/traces/files/pdf/conferences/Bajoit.pdf>.

²⁴ Interview de P. Timmermans, La Libre Belgique, 28 novembre 2018.

²⁵ Interview de J-P. Labille, La Libre Belgique, 27 novembre 2018.

du chômage, d'autres sont jugées inaptes à réintégrer leur entreprise et sont ensuite licenciées sans indemnités.

Les politiques d'asile ne sont bien entendu pas en reste. Les récentes tergiversations sur le « Pacte des migrations » au sein du gouvernement fédéral en Belgique mais aussi ailleurs en Europe participent du même phénomène. Les débats n'ont de cesse de présenter les personnes migrantes comme une menace car elles pourraient profiter du système : « *La Belgique pourrait par exemple bétonner la distinction entre immigration légale et clandestine ou s'assurer que le pacte ne puisse déboucher sur un accès plus aisé des migrants aux droits sociaux ou à un regroupement familial plus systématique* »²⁶. Une telle lecture de la situation ne peut que renforcer les amalgames et le sentiment de peur qui habite l'imaginaire collectif, alimenté par des titres de journaux tels que « *La traque des illégaux passera-t-elle par des visites domiciliaires ?* »²⁷ ou « *Invasion des migrants. La côte belge menacée !* »²⁸. Des mots-couperets, utilisés à tort et à travers par les médias, qui viennent conforter les politiques sécuritaires mises en place ces dernières années.

Une société d'impuissants

On assiste ainsi à l'émergence d'une logique des « sans » : les sans emploi, les sans papiers, les sans domicile fixe, les sans abris, etc. Phénomène qui touche davantage certaines catégories de la population, en particuliers les jeunes. Ce que les anglo-saxons appellent les *needs* (pour désigner les jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en enseignement illustre ce propos : 15,5% des jeunes de 18 à 24 ans sont concerné en Wallonie²⁹, ce qui correspond à la moyenne européenne de ces dernières années. Beaucoup « sortent des radars » et se retrouvent dans une vie clandestine, à la marge du système.

Certaines catégories de la population sont stigmatisées, montrées du doigt, devenant de véritables boucs-émissaires : des ennemis désignés qui seraient responsables de tous les maux de la société. Une société malade du temps (qui se vit sur le mode de l'urgence), en proie à des « crises » qui n'en finissent plus. Crise financière et économique bien sûr, crise de la démocratie, crise écologique aussi. La collapsologie, cette science qui étudie l'effondrement de la civilisation industrielle, rencontre un certain succès. Ses thèses en font frémir plus d'un.

Bref, le sentiment d'impuissance va grandissant et, dans ce contexte, les slogans qui font référence au vivre-ensemble semblent par trop décalés. Vivre-ensemble : mais sur quelle planète ? Et avec qui ? La peur de l'autre entraîne le rejet, le repli sur soi. Vivrait-on désormais dans « *des sociétés inhospitalières* », selon la formule du philosophe Guillaume Leblanc³⁰ ?

Une éthique de l'hospitalité

Pourtant, malgré ce contexte oppressant, de nombreuses et multiples initiatives de solidarité naissent dans les quartiers, les villages, etc. pour répondre aux besoins de celles et ceux qui subissent le rejet : espaces pour les personnes sans-abris, accueil de personnes migrantes dans des familles, etc. La figure du migrant apparaît à la fois comme le reflet de la fin de ce monde marqué par le néolibéralisme ; en même temps, elle préfigure un autre monde à venir. Le migrant surgit du lointain, des profondeurs, de la violence essentielle dans la nudité de son humanité. Cette rencontre fait peur et fascine tout à la fois car elle met fondamentalement en question nos modes de vie et de

²⁶ La Libre Belgique, 28 novembre 2018.

²⁷ La Libre Belgique, 23 janvier 2018.

²⁸ La Meuse, 24 février 2016.

²⁹ <https://www.iweps.be/indicateur-statistique/18-24-ans-situation-de-neet-a-lemploi-enseignement-formation/>.

³⁰ G. LEBLANC, *La fin de l'hospitalité*, Paris, Flammarion, 2017.

développement. Elle nous pousse sur le chemin d'une reconstruction incertaine où nous avons le sentiment que nous allons y perdre en biens et y gagner en humanité. Cela crée des divisions dans la population, engendre des conflits et génère de la violence. Un autre type d'altérité surgit de la confrontation à la question migratoire : un « autre » monde serait-il possible ? Il ne s'agit plus alors seulement de l'altérité de l'autre présent, mais de l'altérité de l'autre futur et du monde qu'il habitera.

Ces derniers mois, des communes se sont ainsi déclarées « Communes hospitalières » à l'initiative du CNCD³¹. Des démarches d'accueil sont portées par des citoyens : l'autre devient l'hôte, et vice-versa. Il est à la fois celui qui accueille et celui qui est accueilli. Le souci de prendre soin les uns des autres prend le dessus sur les réflexes égoïstes. Ainsi, par exemple, « *Ce sont aujourd'hui de simples citoyens qui apportent les soins appropriés à des vies vulnérables, face à un état préférant la politique sécuritaire à l'accueil universel.* »³². De telles initiatives sont le témoignage que l'humanité n'en finira jamais de relever le défi du vivre-ensemble.

L'Éducation populaire : vivre en faisant ensemble

Le capitalisme néolibéral détruit le lien social, atomise, prive l'humain de sa dimension politique en refoulant jusqu'au conflit, pourtant essentiel à la vie démocratique. Face à cela, l'Éducation populaire peut contribuer à faire contrepoids. Elle permet de renouer à la fois avec la nature politique et sociale de l'humain. Elle recrée du lien, elle fait « reliance » à divers niveaux. Elle ouvre également des espaces qui créent les occasions de se poser, ensemble, la question politique et même éthique : en vue de quoi voulons-nous vivre ensemble, quel projet de société voulons-nous poursuivre, comment envisageons-nous d'organiser, de gérer la Cité en fonction de ce projet ?

On l'a démontré : le vivre-ensemble ne se décrète pas. Il se construit, à partir du vécu. C'est aussi le projet de l'Éducation populaire qui, en soi, est une manière de *faire* ensemble, davantage encore que de vivre ensemble. Son processus provoque de véritables rencontres – dans la durée et en profondeur – et amène les personnes à devenir « tisserands », « relieurs », en traversant bien des frontières, tant mentales que physiques. Beaucoup de projets du Cefoc tentent de s'inscrire dans cette perspective. Par exemple, en se réunissant régulièrement pour travailler des questions de parentalité avec des femmes belges et d'autres hébergées au Centre pour demandeurs d'asile tout proche ; en mettant autour de la table des habitants d'un quartier multiculturel pour aboutir, à l'approche des élections, à l'interpellation d'édiles communaux ; en faisant se croiser les membres d'une Maison de jeunes et des adultes pour réfléchir aux préjugés sur les jeunes et les dépasser ; en rencontrant un groupe Soufi lors d'une visite d'une mosquée pour déconstruire les clichés, favoriser le dialogue interconvictionnel et la compréhension mutuelle ; en faisant se croiser, pendant tout un week-end de formation sur la question migratoire, des publics d'horizons multiples, d'ici et d'ailleurs, pour passer à l'action collective et politique.

Dans leur diversité, ces projets collectifs amènent des pistes qui permettent aux personnes de (re)prendre conscience de leur pouvoir d'agir pour construire une autre société. S'engager pour agir ensemble, de l'intérieur et à un niveau local, voilà une voie que beaucoup expérimentent déjà, ici et ailleurs à travers le monde, très concrètement.

« *Le chemin de l'émancipation se fait en marchant* »³³.

La route est à nos portes, à nous de l'emprunter !

³¹ Le Centre national de coopération au développement, ou CNCD-11.11.11, voir aussi : www.communehospitaliere.be.

³² G. LEBLANC, *op. cit.*

³³ M. BENASAYAG et A. DEL REY, *op. cit.*, p.29.

BIBLIOGRAPHIE

Jacques ARDOINO, *Propos actuels sur l'éducation*, Paris, L'Harmattan, 2004.

ARISTOTE, *Éthique à Eudème*, Paris, GF Flammarion, 2013.

Jacques ATTALI, *Fraternités : une nouvelle utopie*, Paris, Fayard, 1999.

Luc BEGIN, *Éthique et culture religieuse. Une asymétrie complémentaire*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008.

Maurice BELLET, *Incipit ou le commencement*, Paris, Desclée de Brouwer, 1992.

Miguel BENASAYAG et Angélique DEL REY, *Éloge du conflit*, Paris, La Découverte, 2012.

Abdenour BIDAR, *Plaidoyer pour la fraternité*, Paris, Albin Michel, 2015.

Abdenour BIDAR, *Les tisserands. Réparer ensemble le tissu déchiré du monde*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2016.

Laurence BLESIN et Alain LOUTE, *Nouvelles vulnérabilités, nouvelles formes d'engagement : critique sociale et intelligence collective*, Europhilosophie/BPSP, janvier 2010.

Marcel BOLLE DE BAL, *Reliance, déliance, liance : émergence de trois notions sociologiques*, Revue Sociétés, Bruxelles, De Boeck, n°80, 2003.

Pierre DARDOT et Christian LAVAL, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014.

Joseph DE FINANCE, *De l'un et l'autre, Essai sur l'altérité*, Editrice Pontificia Università Gregoriana, Rome, 1993.

Régis DEBRAY, *Le moment fraternité*, Paris, Gallimard, 2009.

Jacques DERRIDA et Jürgen HABERMAS, *Le « concept » du 11 septembre. Dialogues à New York (octobre-décembre 2001) avec Giovanna Borradori*, Paris, Galilée, 2003.

Huguette DESMET, Jean-Pierre POURTOIS, *L'Éducation postmoderne*, Paris, PUF, 2002.

Jean-François DORTIER, *Du Je triomphant au moi éclaté*, Sciences humaines, Hors-série n°34, septembre-octobre-novembre 2001.

Louis DUMONT, *Essais sur l'individualisme*, Paris, Seuil, 1983.

Jacques GÉNÉREUX, *La Dissociété*, Paris, Seuil, 2007.

Maurice GODELIER, *L'idéal et le matériel*, Paris, Flammarion, 2010.

Daniel HEMERY, *L'Homme, un itinéraire vietnamien. Humanisme et sujet humain au XX^e siècle*, Revue Moussons 13-14, numéro spécial, *Vietnam : Histoire et perspectives contemporaines*, Sous la dir. de Christian CULAS et Jean-François KLEIN, Recherche en sciences humaines sur l'Asie du Sud-Est, IrAsia (Institut de recherches asiatiques), Aix-Marseille Université, 2009.

Pascale JAMOULLE, *La débrouille des familles. Récits de vie traversés par les drogues et les conduites à risques*, coll. Oxalis, Bruxelles, De Boeck, 2002.

Guillaume LEBLANC, *La fin de l'hospitalité*, Paris, Flammarion, 2017.

Edgar MORIN, *La stratégie de reliance pour l'intelligence de la complexité*, Revue Internationale de Systémique, vol. 9, n°2, 1995.

Emmanuel MOUNIER, *Le Personnalisme*, Paris, PUF, 1949, pp.38-39.

William A. NINACS, *Empowerment et intervention. Développement de la capacité d'agir et de la solidarité*, Laval, PUL, 2008.

Charles ROJZMAN, *Violences dans la république. L'urgence d'une réconciliation*, Paris, La découverte, 2015.

Jean-Paul SARTRE, *L'existentialisme est un humanisme*, Paris, Folio Essais, 1946.

Richard SENNETT, *Le travail sans qualités. Les conséquences humaines de la flexibilité*, Paris, Albin Michel, 2000.

Pablo SERVIGNE & Raphaël STEVENS, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Paris, Éditions du Seuil, Collection Anthropocène, 2015.

Pablo SERVIGNE & Gauthier CHAPELLE, *L'entraide, l'autre loi de la jungle*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2017.

Pablo SERVIGNE, Raphaël STEVENS & Gauthier CHAPELLE, *Une autre fin du monde est possible*, Paris, Seuil, Collection anthropocène, 2018.

Georg SIMMEL, *Le conflit*, Paris, Circé Poche, 2003.

TABLE DES MATIERES

Pour trouver les publications du Cefoc près de chez vous

Brabant wallon

Furet du Nord – Place Agora, 11 et Rue Charlemagne, 14 à 1348 Louvain-la-neuve – 010/45 28 18

Bruxelles

Tropismes – Galerie des Princes, 11 à 1000 Bruxelles – 02 512 88 52

Hainaut

Molière – Boulevard Tirou, 68 à 6000 Charleroi – 071 328 919

Neopolis – Rue Grande, 7a à 7370 Dour – 065 661 500

Quartier Latin – Rue Grande, 13 à 7330 Saint-Ghislain – 065 785 418

Scientia – Passage du Centre, 9-13 à 7000 Mons – 065 316 562

Liège

Entre-Temps – Rue Pierreuse, 15 à 4000 Liège – 042 220 622

Livre aux trésors – Place Xavier-Neujean, 27A à 4000 Liège – 042 503 846

Luxembourg

CDD – Rue de Bastogne, 46 à 6700 Arlon – 063 218 611

Le Point Virgule – Grand' Place, 21 à 6700 Arlon – 063 222 474

Le Temps de Lire – Rue du Serpont, 13 à 6800 Libramont – 061 224 786

Namur

Librairie Antigone – Place de l'Orneau, 17 à 5030 Gembloux – 081/60 03 46

Atmosphère – Avenue Roosevelt, 65 à 5060 Tamines – 071 771 597

CDD – Rue du Séminaire, 11 à 5000 Namur – 081 240 820

Délire de lire – Rue du Centre, 88 à 5590 Ciney – 083 215 694

Papyrus – Rue Bas de la Place, 16 à 5000 Namur – 081 221 421

Point-Virgule – Rue Lelièvre, 1 à 5000 Namur – 081 227 937